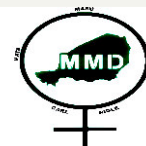




PROGRAMME LEADERSHIP DES FEMMES ET DES FILLES  
NER077



RAPPORT SUIVI DE LA VULNERABILITE DANS LA ZONE D'INTERVENTION DU  
PROGRAMME NER077  
Incidence de la crise alimentaire sur les capacités des groupements MMD



*Cueillette de fruits sauvage, femme MMD à Damayou, Zinder*

## *Rapport final*

Compilation : Unité Suivi Evaluation/Apprentissage Ner077

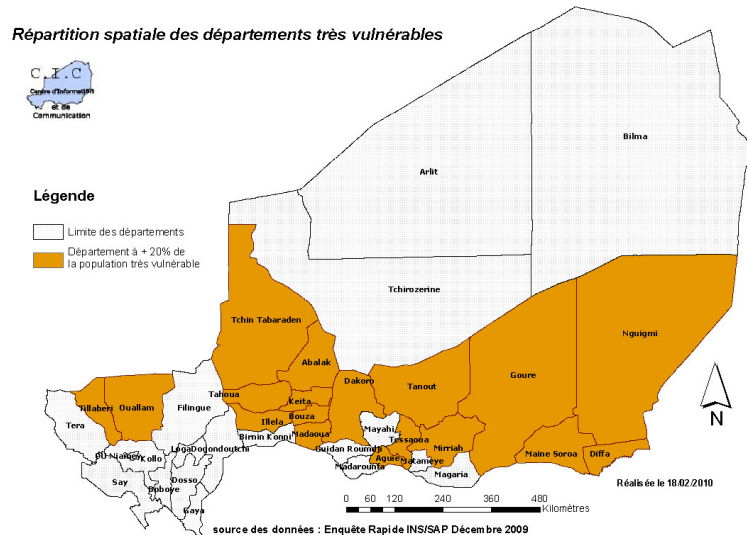
MAI 2010

## SOMMAIRE

I.	Introduction, Analyse actualisée du contexte national et des régions.....	3
II.	Méthodologie de l'enquête .....	4
III.	Fonctionnement des groupements (fonctionnels, suspendus, dislocations, niveau des 2 indicateurs EPP)? .....	4
IV.	Stratégies développées et adaptations internes du fonctionnement ? .....	5
V.	Contributions des groupements MMD dans l'atténuation de la crise alimentaire (Utilisation des ressources, crédit, initiatives & appuis communautaires, BC,...) ? .....	6
VI.	Incidence de la crise alimentaire dans les capacités des groupements : se baser sur l'analyse des indicateurs organisationnels et Ratios SEEP dans les zones particulièrement vulnérables ou affectés par la crise ? Localisation des villages ayant dépassé les seuils critiques si possible ? .....	7
VII.	Constats majeurs, Propositions & recommandations .....	9
VIII.	Conclusion.....	10
IX.	Témoignages, photos et récits illustratifs des situations vécues .....	12

## I. Introduction, Analyse actualisée du contexte national et des régions

L'évaluation conjointe faite par l'INS et le SAP en décembre 2009, sur la situation alimentaire au Niger a que près de 18 départements des régions de Tillabéri, Tahoua, Maradi, Zinder et Diffa présentent plus des 20% de populations en situation d'insécurité alimentaire chronique. Les trois régions, Tahoua, Maradi, Zinder et Diffa sont particulièrement touchées car 16 sur 22 des régions qu'elles renferment sont particulièrement touchées.



Cette année la campagne agricole n'a pas répondu aux attentes et aux efforts des producteurs ; l'insuffisance des précipitations n'a pas permis aux cultures d'achever leur cycle ce qui a eu comme conséquences de mauvaises récoltes agricoles et la rareté du fourrage pour les animaux.

D'autre part, la faible quantité d'eau tombée au cours de l'année aura des répercussions graves sur la conduite des cultures de contre saison qui est une des forces dans certaines régions comme Tahoua (culture d'oignon, tomate, blé, patate douce, manioc, chou, carottes etc.). D'ores et déjà une bonne partie des espaces de culture est abandonnée faute d'eau dans les canalisations des aménagements hydro agricoles. Les céréales ne sont pas abondantes sur les marchés contrairement aux années antérieures et les prix progressent de période en période : le prix de la tia de mil varie entre 550 F et 600 F (22.000 à 24.000 F le sac de 100 kg).

Si rien n'est fait, cette situation pourrait entraîner l'épuisement prématuré des stocks et exposer les communautés à une insécurité alimentaire plus grave durant la période des travaux champêtres.

Sur le plan sanitaire, des foyers de méningite ont été déclarés dans les départements de Maradi et Tahoua et des séances de vaccination des enfants âgés de moins de 15 ans sont en cours actuellement.

C'est dans ce contexte préoccupant d'insécurité alimentaire que le programme a commandité une évaluation rapide de la vulnérabilité des communautés dans

lesquelles il intervient. Cette évaluation devrait non seulement fournir des informations plus actuelles sur l'évolution de l'insécurité alimentaire et également fournir une évaluation précise de la réaction des groupements MMD face à la crise alimentaire. Pour cela deux indicateurs inscrits dans l'EPP de la mission de CARE Niger seront appréciés et permettront d'apporter plus de précisions sur l'ampleur de la crise.

## II. Méthodologie de l'enquête

La méthodologie a consisté d'abord à l'analyse des données disponibles dans les rapports d'activités ou les informations produites par les partenaires et ensuite de faire la collecte de données qualitative complémentaires dans quelques communautés de la zone d'intervention.

Ainsi, globalement 141 groupements de 65 communautés de la zone d'intervention du programme ont été concernés par cette évaluation rapide.

Région	Communautés	Groupements
Tahoua	21	59
Maradi	13	12
Zinder	18	43
Dosso	7	16
Tillabéri	6	11
<b>Total</b>	<b>65</b>	<b>141</b>

Toutefois, l'échantillonnage a été raisonné en tenant compte des zones qui sont plus affectées par la crise. Au niveau de chaque communauté selon le nombre de groupements qu'elle compte, un à deux groupements sont échantillonnés au hasard pour leur administrer un questionnaire prévu à cet effet.

## III. Fonctionnement des groupements (fonctionnels, suspendus, dislocations, niveau des 2 indicateurs EPP)?

Dans l'ensemble, on note bien que la crise alimentaire qui prévaut affecte le fonctionnement normal de groupements. Dans toutes les régions à l'exception de Tillabéri on observe que les groupements sont particulièrement affectés avec des niveaux de fonctionnalité ayant atteint des niveaux inhabituellement enregistrés dans le système MMD (50%, 69%). De plus l'indicateur sur la régularité des versements dont le niveau d'alerte est de 25% est déjà au niveau d'alerte à Tahoua, Maradi et Dosso. Celui sur la suspension des groupements a aussi déjà dépassé le niveau alarme et tend vers l'alerte. De toute évidence la crise est déjà perceptible dans la zone d'intervention à la lumière des niveaux inhabituels en cette période observés sur ces deux indicateurs. Le tableau suivant récapitule les détails par région.

Régions	Groupements fonctionnels	% membres qui ont un retard de versement (pendant une période	% suspension des groupements

		de 3 mois)	
Tahoua	69%	23,64%	17%
Maradi	87%	25%	17%
Zinder	88,37%	3,66%	11,62%
Dosso	50%	24,55%	31,25%
Tillabéri	98%	0%	2%
<b>Total</b>	<b>78%</b>	<b>15%</b>	<b>16%</b>

Il en ressort que les régions de Tahoua, Maradi et Dosso méritent une attention particulière car ils évoluent vers le seuil d'urgence.

#### IV. Stratégies développées et adaptations internes du fonctionnement ?

Face à la crise alimentaire, les femmes membres des groupements développent des stratégies et mécanismes d'adaptations internes pour assurer le fonctionnement de leurs groupes. On note les principales stratégies suivantes :

- La diminution du montant de la part de l'ordre de **50 à 75%** (par exemple, elles passent de 250 à 100 F, de 200 F à 100 F ou de 100F à 50 F).
- Le changement de la périodicité des versements : de hebdomadaire à la quinzaine voire mensuelle, les sauts de versements sont tolérés et si les choses se compliquent les versements sont suspendus
- La réduction du taux d'intérêt : il est généralement revu à la baisse pour faciliter le remboursement des crédits
- l'arrêt du paiement des amendes dans certaines communautés enquêtées
- le paiement des intérêts sans le capital des crédits
- La flexibilité pour effectuer les versements : ils sont faits si le membre a les moyens, les retards seront remboursés à la récolte prochaine,
- Les épargnes quotidiennes initiées par les membres
- La flexibilité dans la participation des membres aux réunions afin de permettre aux membres de pratiquer des AGR
- Les crédits à long terme avec la possibilité de rembourser les intérêts mensuellement,
- Les crédits sans intérêt : à Serkin Yamma dans la région de Maradi par exemple
- Le remboursement de crédit par tranche
- Le stockage des céréales qui est actuellement donné aux membres pour rembourser à la récolte
- La réduction du nombre de repas puisque dans la plupart des communautés le bruit des pilons et mortiers se fait très rare.
- La cueillette des feuilles, fleurs et fruits du « gao » et du « adoua ».
- La vente de bois, d'eau et de la force de travail
- Les versements en nature composés des produits de la cueillette.
- La ponction ou partage dans les cas extrêmes

Notons que de manière générale, les groupements libérés du fait de multitude renforcement de capacités qu'ils ont bénéficié et des expériences vécues résistent plus aux chocs en développant diverses stratégies. Par contre, pour les groupements en formation, la principale stratégie développée est la suspension des activités jusqu'à la récolte car les moyens leur font énormément défaut. Comme l'illustre les taux de suspensions enregistrés dans la zone AA à Maradi par exemple (50% environ).

On note également que les adaptations internes utilisées sont variées et s'effectuent au fil de l'évolution de la situation ; un groupement pourrait utiliser plusieurs des stratégies énumérées ci-dessus selon les possibilités qui s'offrent à eux. A travers la révision du règlement intérieur, les femmes adoptent une certaine flexibilité : révision des horaires des rencontres, suspension des amendes diverses : non participation aux réunions, retard lors des réunions, retards de versement, ou de remboursement des crédits, revue du taux d'intérêt à la baisse etc....



Larba Noma/Trésorière du groupement avec une quantité de « doubagara » représentant les versements en nature (groupement Hadin kai de Bargoumawa)



Une bassine appelée « Baho » contenant du « doubagara » d'une valeur de 200 FCFA

## V. Contributions des groupements MMD dans l'atténuation de la crise alimentaire (Utilisation des ressources, crédit, initiatives & appuis communautaires, BC,...) ?

Comme constaté durant la crise alimentaire de 2005, en cette période d'insécurité alimentaire également, les groupements MMD jouent un rôle important tant qu'au niveau ménage que communautaire.

Ils constituent une banque de crédit au niveau communautaire. En outre, les crédits des groupements sont devenus momentanément communautaires c'est-à-dire donné même aux hommes et femmes non membres afin de satisfaire les besoins sanitaires et alimentaires. Les crédits octroyés aux femmes membres leur permettent d'exercer des AGR quand c'est possible et d'avoir de quoi contribuer aux dépenses alimentaires des ménages au cas échéant. Ainsi, beaucoup de femmes attestent qu'elles font recours au crédit pour démarrer une petite AGR ou renforcer le fond de roulement. Avec les bénéfices gagnés, elles contribuent dans l'alimentation du ménage. Beaucoup ont déclaré avoir contribué dans l'achat du vivre après le partage.

On note aussi bien à Tahoua qu'à Maradi, le financement des frais de transport des membres du ménage (époux, enfants) pour l'exode dans les pays voisins qui constitue la principale soupe de la région durant les périodes difficiles.

En outre, les groupements qui disposent de banques céréalières assurent une certaine disponibilité alimentaire qui rassure au sein des communautés et d'ores et déjà les populations commencent à réclamer l'ouverture prématurée de ces magasins afin de disposer des stocks alimentaires à des prix plus adaptés à la situation.

De manière générale, les hommes des communautés tout en reconnaissant que les caisses MMD contribuent aux dépenses des ménages, relèvent la faiblesse de leur impact sur la situation actuelle car les crédits sont modestes et ne permettent pas d'assurer la couverture des besoins alimentaires à moyen ou long terme. Quant aux stocks des BC, le manque de ressources dans les ménages les plus vulnérables ne leur donne pas l'opportunité d'y accéder même si elles sont ouvertes en ce moment.

Un homme de Kobio disait en ces termes : *« lorsque que l'homme manque la ration du jour, les femmes faisaient recours au crédit de la caisse MMD. Ces groupements nous ont beaucoup aidé et c'est pourquoi nous soutenons les femmes de toutes nos forces. »*

Le chef du village de Maourey témoigne à propos des banques céréalières : *« nous avons au début de la création du groupement négligé les efforts des femmes ; mais à présent, j'avoue que nos braves femmes appuyées par le programme MMD de care, nous ont sauvés pendant la soudure passée. Sans leur appui ce village serait vidé de la population par l'exode. Je souhaite longue vie à la banque céréalière de mon village et longue vie au programme MMD et Care »*

**VI. Incidence de la crise alimentaire dans les capacités des groupements : se baser sur l'analyse des indicateurs organisationnels et Ratios SEEP dans les zones particulièrement vulnérables ou affectés par la crise ? Localisation des villages ayant dépassé les seuils critiques si possible ?**

La crise alimentaire qui sévit dans la zone actuelle du programme continue d'avoir des conséquences négatives sur le fonctionnement des structures des femmes MMD. Les principales conséquences de la crise alimentaire sur le fonctionnement des groupements est la suspension totale ou partielle des versements et une absence de plus en plus importante des membres aux réunions.

Dans les groupements qui tiennent encore, les opérations de caisse se déroulent au ralenti, les femmes ne participent pas aux réunions, les versements ne sont pas réguliers, les remboursements des crédits ne se font plus normalement comme en témoignent le taux de participation des membres aux réunions qui est globalement à 80% (est en dessous du seuil critique de 85%, Voir tableau ci dessous). De plus on enregistre un départ définitif du système d'environ 1% des membres à l'échelle du programme ; quant au taux de fidélisation des membres il est de l'ordre de 97% légèrement en dessous de la normale observée qui est de 98% environ.

Les impayés et les retards de versement s'accumulent. Cette situation fait que les épargnes sont moins consistantes, par conséquent, bien que les crédits soient octroyés

avec un bon taux d'utilisation des ressources à 71% et environ 47% des membres bénéficiaires, la pratique des AGRs par les femmes connaît un ralentissement du fait du manque des fonds de roulement et de la crise financière dans les communautés.

Indicateurs SEEP	Zinder	Maradi	Tahoua	Dosso	Tillabéri	Program
Taux de participation des membres	77,6%	87,6%	57%	81,1%	82,1%	80%
Taux de fidélisation des membres	98,0%	95,3%	98,6%	91,2%	96,1%	97%
Taux de croissance des membres	-0,9%	0,8%	-1%	-2,7%	-1,9%	-1%
Pourcentage des membres ayant des crédits en cours	46,2%	52,3%	56,3%	51,5%	25,6%	47%
Taux d'utilisation des fonds	76,2%	67,3%	81,9%	57,8%	49,8%	71%

Ces ratios SEEP bien que bon au niveau de l'utilisation du crédit, montrent bien qu'il y a un réel problème au niveau du fonctionnement des groupements car les 20% des membres éprouvent beaucoup de difficultés à participer aux réunions et certaines ont même abandonné.

On note aussi un risque de fragilisation accéléré de la situation économique des groupements face la stratégie adoptée par certains groupements qui consiste à l'octroi de crédit à leurs membres pour acheter des vivres. Cette stratégie pourrait être préjudiciable à la santé financière du groupement car le risque de non remboursement est très élevé. En effet les femmes sont conscientes que cette stratégie qui ne couvre pas les besoins des membres du groupement a aussi l'inconvénient de nuire à la santé financière du groupement parce le crédit octroyé censé être rentabilisé et générer des profits est directement consommé.

Les effets extrêmes sont la suspension totale des versements et la dislocation des groupements après le partage.

Ces conséquences réduisent considérablement les performances des groupements des zones les plus touchées qui sont les régions de Tahoua, Maradi et même Dosso dans certaines zones concernées par l'évaluation. La région de Zinder affiche également des taux de suspension des groupements inquiétants mais comme Dosso, ces cas sont localisés dans les zones particulièrement fragiles. Dans la zone de Tillabéri, quelques villages présentent des taux de suspension ou de retards de versements inquiétants mais n'ayant pas atteint les niveaux de déclenchement d'alarme.

Selon les informations recueillies les zones d'interventions les plus touchées se présentent comme suit par région :

- A Tahoua : Les communautés les plus touchées sont celles de Illéla, Bouza et même le département de Tahoua. Les villages de Angoual Dania, Tambaranga (Bouza), Awanchala, Djinguinis (Illéla) Ihigaran et Imbalgan (Tahoua) sont des cas dans lesquels la suspension des versements s'observe sur près de 78.9% des groupements enquêtés avec des cas de dislocation.



- A Maradi : la nouvelle zone retenue pour AA est particulièrement touchée. Il s'agit des grappes de Tchadoua, Dan Aicha/Wakasso (Vers Mayahi), les zones d'Aguié et Guidan Roundji.
- A Dosso : on note des taux de suspension de l'ordre de 60 à 87% dans quelques villages d'interventions situés au Sud-Est et Sud-Ouest de Tibiri. Les villages de Mouradi (60,53%-87,50%), Bagourmawa (66,67%) et Konawa (17,65%) sont des cas qui illustrent bien la crise.
- A Zinder : la zone de la recherche action AA situés au Nord Takiéta (grappes Tawalala et Takiéta), les zones de Tanout, mirriah et gouré sont affectées

Les banques céréalières MMD sont également affectées et elles enregistrent des impayés énormes du fait de la mauvaise récolte et de cette insécurité alimentaire. La reconstitution des stocks n'a pas été effective au niveau de la grande majorité de ces BC du fait de la cherté des vivres et dans certains cas l'indisponibilité des céréales. De ce fait les capacités des BC MMD sont considérablement réduites et leur utilisation risque d'être de très courte durée au niveau des communautés car les stocks ne sont pas au niveau souhaité en début de campagne.

## VII. Constats majeurs, Propositions & recommandations

Les constats majeurs faits dans la zone d'intervention du programme sont :

- L'insécurité alimentaire est de plus en plus préoccupante: l'épuisement des stocks alimentaires des ménages, dans la plupart des ménages on sert un seul repas par jour, les femmes s'adonnent à la cueillette des aliments sauvages pour se nourrir.
- L'exercice (par les femmes) de certaines activités inhabituelles pour les femmes en tant normal: Un vieil homme d'un village disait « la situation est tellement grave que nous voyons des femmes partir ramasser de la paille afin de la vendre, ça c'est est un fait inhabituel dans notre environnement ». Il y a aussi des femmes qui vendent leur force de travail à longueur de journée sur les sites maraîchers afin d'avoir quelques ressources financières ou assistent à des activités de cash for work dans le voisinage. On note aussi la recherche continue et régulière de travail domestique que font les femmes et leurs enfants dans les foyers.
- Le départ inhabituel des femmes en exode : le départ massif des population en exode vers les grandes villes ou les pays voisins : Les bras valides aussi bien des hommes que des femmes, en nombre plus élevé que d'habitude ont tous déserté les communautés pour se diriger dans les grandes villes qui leur offrent plus d'opportunités de soutenir leurs familles restées sur place. Ce phénomène a surtout été évoqué à Tahoua et Maradi. Au niveau de la région de Maradi, l'exode n'est pas une pratique habituelle chez les femmes. *A titre illustratif nous avons le témoignage d'une femme de Guidan Aja en annexe.*
- La prise en charge quasi-totale des ménages par les femmes : ce qui n'est pas une pratique habituelle dans certaines communautés. Cette situation fait que certaines quittent leurs villages pour aller dans les gros centres à la recherche du travail. A Dan Aicha par exemple, les femmes partent à Tchadoua pour battre le mil. Ce qui est particulier cette année, même les jeunes femmes qui n'avaient pas l'habitude de la faire, cette pratique est devenue monnaie courante.

- Le besoin d'assistance perceptible dans les communautés : on assiste dans les communautés à des demandes incessantes d'ouverture des magasins des BC ce qui traduit l'épuisement des stocks alimentaires et l'inaccessibilité des céréales sur le marché. Malheureusement cette année, la majorité des BC n'ont pas des stocks consistants car ils n'ont pas pu finaliser la reconstitution du stock en début de campagne.
- La recrudescence de la mendicité de village en village ou vers les centres villes : On note surtout la montée grandissante de la mendicité féminine dans les villages et les grandes villes comme Maradi ou Niamey par exemple. Ce spectacle de désolation est vécu tous les jours. Des femmes accompagnées souvent de leurs progénitures tapent à des portes pour réclamer la charité au nom d'Allah.
- La pratique de stratégie de survie par les populations notamment :
  - La cueillette et la consommation de plantes sauvages « Anza » : qui est une pratique adoptée par les populations dans les cas extrêmes d'insécurité alimentaires. Cette plante n'est pas sans danger pour la santé car le « Anza » a une certaine toxicité.
  - La pratique d'une stratégie de survie communément appelée « Korballa » : elle consiste à aller dans les champs de souchet, passer des heures entrain de fouiller le sol à la recherche d'éventuelles graines de souchet restantes après les récoltes. Cette activité n'est pas facile parce que pour avoir une demi-mesure il faut faire quatre passages.
  - La vente des fruits d'un arbre appelé « kirya ». Cette activité n'est pas sans risque, parce qu'il faille monter l'arbre pour cueillir les fruits ; *« une femme de Dan Aicha témoigne que sa sœur à la cueillette de ces fruits est tombée d'un arbre alors qu'elle était enceinte et elle est décédée à la suite de cet accident. »*
- La faible rentabilité des AGRs : ce qui entraîne leur suspension dans certaines communautés de crainte de mévente ou la vente à crédit.
- La décapitalisation : des cas de vente des biens personnels et de terres (champs) sont observés dans certaines communautés. Les ménages ayant atteint ce stade ont une réversibilité très faible et donc une résilience fortement diminuée.
- Les perturbations dans le fonctionnement des groupements : des suspensions sont observés, des retards de versement et report de remboursement des crédits au niveau des groupements et de crédit MMD à des taux relativement élevés dans certaines zones de Tahoua et Maradi particulièrement.

Les principales recommandations d'actions urgentes recueillies au cours de cette évaluation rapide sont :

- Apporter de l'aide alimentaire sous forme de distribution gratuite ciblée ou généralisée selon les cas, de rations alimentaires aux ménages ou initier d'activités de cash for work pour permettre aux ménages d'avoir des ressources financières.
- Appuyer les banques céréalères en stocks additionnels à vendre à prix modérés particulièrement dans les Régions de Tahoua, Maradi et certaines Zones à Zinder et Dosso.

## VIII. Conclusion

En conclusion on peut retenir que toutes les activités dans certaines zones du programme connaissent en ce moment un ralentissement qui est la conséquence de la situation d'insécurité alimentaire à la quelle est confrontée la majorité des communautés de la zone d'intervention.

Tous les regards sont tournés vers des actions d'urgence notamment l'appui alimentaire des communautés qui commencent à désertter les milieux ruraux pour se rabattre vers les villes et les Pays voisins.

Avec l'ouverture probable des banques céréalières avant le moment requis, le risque est grand d'épuiser prématurément les stocks et de créer des ruptures de vivres voire même de semences au moment des premières pluies. Si aucune action n'est entreprise pour endiguer la pénurie alimentaire, les conséquences risquent de se répercuter sur les résultats de la campagne agricole prochaine car la rupture des semences et des vivres risquent de pousser les populations à sortir pour aller vendre la main d'ouvre au lieu de s'adonner à leurs propres travaux champêtres.

La mobilisation des partenaires autour du plan de soutien élaboré par l'Etat est plus que nécessaire et les besoins restent énormes pour apporter une réponse efficace aux populations nécessiteuses. Le programme pourrait de ce fait rechercher l'appui de ses partenaires dans ses zones d'interventions pour des actions de réponse aux urgences. Les activités normales pourraient en effet être suspendues pour intensifier la réponse aux urgences avant l'installation effective de la campagne agricole prochaine.

## IX. Témoignages, photos et récits illustratifs des situations vécues

**Témoignage 1 : l'exode chez les femmes, Ouma Issoufou âgée de 43 ans environ, mariée et mère de 7 enfants est ressortissante du village de Guidan Aja (Région de Maradi).**

Elle ne possède pas d'animaux propres à elle, par contre elle a 2 veaux de Habbanayé qu'elle utilise pour sa charrette.

Dans son foyer, ils ont un lopin de terre qu'ils ont travaillé cette année mais qui n'a rien produit. Elle dit ceci : « Heureusement que je suis membre du groupement MMD. Après le partage, j'ai utilisé mes épargnes pour faire les frais de transport pour aller à Dan Koulou qui est une communauté moins touchée par la crise alimentaire. A Dan Koulou, j'ai travaillé dans les travaux champêtres pour avoir de l'argent et subvenir aux besoins alimentaires de mes enfants. Ce travail m'a permis également d'avoir 30 mesures de mil. De retour, j'ai continué sur Tchadoua où j'ai fait du « soussouka » pendant environ 3 semaines. Là également, j'ai gagné 20 mesures que j'ai amené aux enfants. De Tchadoua, j'ai continué à Tchizon Kourégoué où j'ai réuni 25 mesures après 12 jours de travail.

Par la suite nous avons décidé, mon enfant et moi de partir au Nigéria à Saho Ramé, près de Lagos. Après 56 jours de travail, je suis rentrée avec 2 sacs de 30 mesures de maïs. Arrivée à la maison, les enfants ont pris un crédit de vivres. Mon mari est allé entre temps à Kano. Il est vite revenu car les opportunités n'étaient plus intéressantes. »

En résumé on retient de ce témoignage que l'exode n'est pas que masculin. En cas d'extrêmes difficultés, les femmes aussi partent en exode. La femme exodante perd par conséquent toute sa dignité au détriment de satisfaire les besoins fondamentaux de son ménage

**Témoignage 2 : Allouma Gao, membre du groupement Hadin Kai/Bargoumawa /Dosso**



« En nous voyant, on pense que nous n'avons pas de problèmes d'alimentation mais la réalité est toute autre. Nos greniers sont vides. Je vis du produit de la cueillette du « doubagara » dont une partie est vendue pour me procurer de « gari ». J'ai des courbatures dues à l'effort que je fournis pour cueillir le doubagara ».

Allouma enregistre déjà 15 retards de versements

**Témoignage 3 : A'i Allakasso Hadin Kai / Bargoumawa/Dosso**



« On cueillait les feuilles juste pour nos animaux mais maintenant nous que nous avons décapitalisé, nous vendons une partie aux propriétaires et l'autre moitié nous l'utilisons pour notre propre alimentation. Ma fille en revenant de l'école de Maïkalgo fait sa propre cueillette pour avoir de l'argent pour la récréation.

Je fais deux fois la cueillette par jour puisque l'après-midi il n'y a rien à piler donc je préfère m'occuper en allant à la cueillette. »